



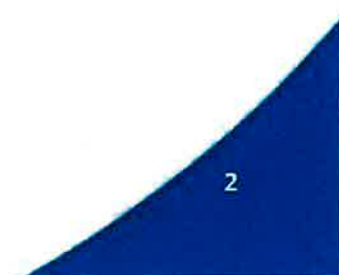
CCTP CPAM N°2025-05-CPAM57

Romain FAUVET
Chargé d'affaires Transport



SOMMAIRE

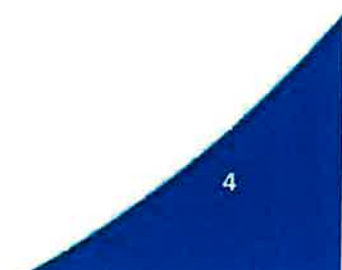
I.	Objet du marché	5
1.	Objet du contrat	5
2.	Périmètre et Lieu d'exécution des prestations.....	5
II.	Clauses techniques Travaux	5
3.	Appareils concernés.....	5
4.	Connaissance des lieux	5
5.	Amiante	6
6.	Travaux prévus.....	6
7.	Etude de Sécurité.....	7
8.	Plan de prévention.....	7
9.	Période de garantie	7
10.	Déroulement des Etudes et de l'Exécution	7
a.	Approbation du programme	8
b.	Etudes et Phase VISA.....	8
c.	Mise en œuvre du matériel	8
d.	Visites et investigations	8
e.	Suivi chantier	8
f.	Propreté du chantier	9
g.	Sécurité sur le chantier – Hygiène et sécurité.....	9
h.	Dossier conforme à l'exécution	9
III.	Réglementation en vigueur.....	10
IV.	ANNEXE 1 – LISTE DES ETABLISSEMENTS	13
V.	ANNEXE 2 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES	14
	15
	15





CCTP

N° D'AFFAIRE : HNCT1-25-04120 - 05/06/2025





I. Objet du marché

1. Objet du contrat

Le présent marché a pour objet la réalisation des prestations suivantes :

- Le remplacement complets des ascenseurs conformément au DPGF.

L'objectif de ces travaux est :

- La mise en conformité selon la Loi Urbanisme et Habitat et l'arrêté Travaux modifié du 18 novembre 2004.
- La réalisation des travaux suivant le décret 2008-1325 et aux autres réglementations en vigueur (et notamment les règles d'accessibilité applicables aux bâtiments visés par les travaux).

Le PRESTATAIRE incorporera dans sa proposition tous les travaux qu'il jugera nécessaire pour réaliser pleinement sa prestation. Il devra appliquer les normes, lois, décrets et règlements en vigueur pour la réalisation des travaux de modernisation.

Le Maître d'Ouvrage souhaite que la maintenance permette un niveau de service optimal, un maintien en état des installations et une conservation de l'esthétique générale. La satisfaction des usagers est le souci constant du PRESTATAIRE dans la réalisation du marché.

2. Périmètre et Lieu d'exécution des prestations

Le patrimoine concerné par le présent marché est présenté dans la liste (annexe 1) et le DPGF.

Il est principalement situé dans des bâtiments ERP.

II. Clauses techniques Travaux

3. Appareils concernés

Les appareils concernés par les travaux sont listés dans la liste des établissements (annexe 1) et le DPGF.

Classement des bâtiments : Etablissements de type ERP – 5ème catégorie

Classe de résistance au vandalisme : Classe 0 selon EN 81-71

Distribution électrique : 230 V monophasé / 400 V triphasé : le prestataire fera sienne de toute adaptation de l'alimentation en amont du DTU en vue d'une compatibilité totale avec son matériel.

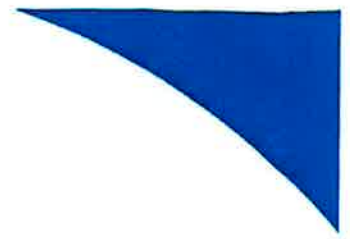
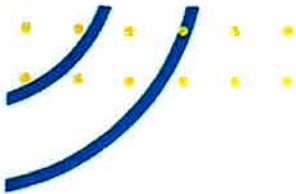
4. Connaissance des lieux

Le PRESTATAIRE devra faire son étude en parfaite connaissance des lieux, de l'état et des contraintes dues au terrain, aux bâtiments voisins ou aux voies d'accès, de l'état et de la préparation des supports, des conditions d'approvisionnement, de stockage, d'évacuation, d'alimentation en eau et en électricité, etc...

Aucune réclamation ne sera prise en compte et le PRESTATAIRE ne pourra prévaloir à aucune plus-value ni indemnité de tous ordres.

Le PRESTATAIRE est tenu de visiter les différents sites pour apprécier sur place des possibilités d'approvisionnement du chantier et des difficultés d'exécution des travaux. L'attestation de visite est jointe au présent marché.





5. Amiante

Le Maître d'Ouvrage communique le dossier technique « Amiante » (DTA) à toute personne ou entreprise appelée à intervenir dans le bâtiment et conserve une attestation de cette information, conformément aux dispositions de l'article R.1334-28 du code de la santé Publique. En cas de présence de matériaux amiantés, le Prestataire peut ainsi prendre les mesures de protection individuelles et collectives nécessaires.

Le Maître d'Ouvrage a procédé conformément à la réglementation à une recherche des matériaux amiantés dans le cadre d'un document technique amiante. Aucun surcoût ne pourrait être demandé par le PRESTATAIRE en cas de méconnaissance des documents transmis lors de la consultation.

De façon générale et dans un souci de prévention, le Prestataire apporte une attention particulière lors de toute opération de travaux. En conséquence, il adapte sa méthodologie pour permettre la bonne réalisation de ces travaux conformément à la réglementation. Tout le personnel intervenant doit être préalablement formé au travail en sous-section 4. Le prestataire fournit au cours du chantier l'ensemble des BSDA (Bordereau de Suivi des Déchets Amiantés) relatifs aux matériaux amiantés déposés.

Si, à l'occasion des études préalables, le Prestataire identifie la présence de matériaux amiantés, non répertoriés dans le dossier « Amiante » joint, il est tenu d'en informer immédiatement le Maître d'Ouvrage.

Le cas échéant, le PRESTATAIRE détaille dans le cadre de son offre les mesures prises relatives à ces matériaux et identifie dans son offre le montant résultant de l'adaptation de sa méthodologie et des éventuels surcoûts liés à la protection de ses intervenants et des usagers.

Si durant les phases d'exécution, le PRESTATAIRE découvre ou suspecte la présence de matériaux amiantés, il est tenu d'en informer le Maître d'Ouvrage, et d'arrêter immédiatement toute intervention sur l'équipement.

Le Maître d'Ouvrage convoque le Prestataire pour étudier les conditions de la poursuite des travaux.

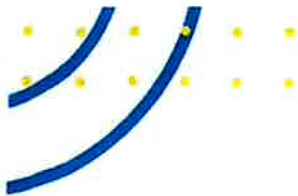
6. Travaux prévus

Le présent marché concerne le démontage, la fourniture et la pose de 2 ascenseurs et prévoit :

- ✓ L'ensemble des travaux listés dans le présent C.C.T.P. ou ses annexes;
- ✓ La dépose et l'évacuation des appareils existants ;
- ✓ La fourniture et pose d'un ascenseur neuf par gaine ;
- ✓ Le calfeutrement de toutes les portes palières ;
- ✓ La fourniture et pose du tableau DTU ;
- ✓ Le dévoiement de l'alimentation électrique en haut de gaine (avec remplacement du disjoncteur situé en pied de colonne si nécessité).
- ✓ La fourniture de la boucle magnétique d'aide aux malentendants (point de négociation de NF E N81-70)
- ✓ Tous les travaux de maçonnerie nécessaires à la mise en place du matériel ainsi que les notes de calculs (résistance cuvette, résistance dalle, guides, câbles et machine) ;
- ✓ La ventilation haute de gaine
- ✓ Les travaux de fermetures des ouvertures vers l'ancien local machinerie ;
- ✓ Les travaux de maçonnerie nécessaires ;
- ✓ La remise en état du sol et des façades palières (y compris peinture),
- ✓ La mise en place de Sas de protections devant chaque baie palière sur la durée des travaux ;

Le Titulaire du présent lot doit l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation complète et à une parfaite exécution de ses ouvrages.





Il ne pourra être fait état d'imprécision dans le contrat pour justifier des omissions de sa prestation.

7. Etude de Sécurité

Conformément au décret 2008-1325 du 15 décembre 2008, le Prestataire réalise ses études de sécurité avant le démarrage des travaux sur site et avant la réception de transformations importantes. Il appose en machinerie sous pochette plastique de protection.

Les études de sécurité sont adressées au Maître d'Ouvrage dans le même délai sous format électronique ou sous format papier.

Si le Maître d'Ouvrage dispose d'un outil informatique de suivi des équipements, le PRESTATAIRE s'engage à les mettre en ligne sur cette plateforme informatique.

8. Plan de prévention

Un PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé) sera réalisé 3 semaines avant le début des travaux par l'ascensoriste. Il sera remis en trois exemplaires : un au Maître d'Ouvrage, un en machinerie et un au Maître d'Œuvre.

9. Période de garantie

Le PRESTATAIRE assurera dès la mise en service des appareils pour une durée de 2 ans, la garantie des pièces installés et la disponibilité des pièces de rechange.

10. Déroulement des Etudes et de l'Exécution

En cours de travaux, le PRESTATAIRE devra :

- > La surveillance efficace de ses ouvriers et des travaux qu'ils exécutent.
- > La surveillance de l'exécution correcte des ouvrages réalisés par d'autres et qui lui sont nécessaires.
- > La mise en application des principes généraux de la prévention.
- > Le port d'un badge nominatif sera obligatoire pendant la durée des travaux.

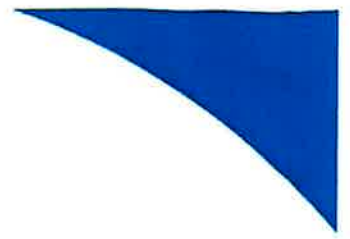
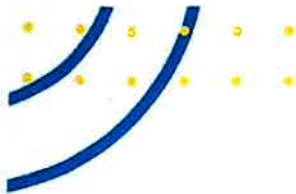
Pendant toute la durée des travaux, le PRESTATAIRE devra détacher au chantier, un responsable de travaux qualifié, capable de conduire, surveiller et de superviser les travaux. En particulier, il sera chargé de la protection des personnes.

Le PRESTATAIRE est seul responsable de ces questions même si le Maître d'Ouvrage est tenu informé. Il sera appelé à répondre dans le cas de poursuites ou contraventions.

En aucun cas, la responsabilité d'autres que lui ne pourra être recherchée.

Les matériaux devront être commandés aux fournisseurs en temps opportun de façon qu'il n'y ait aucun retard ni aucune interruption apportée au délai d'exécution.





a. Approbation du programme

Si le PRESTATAIRE estime que les appareils ou certaines de leurs caractéristiques n'étaient pas en rapport avec les besoins à assurer, elles doivent exprimer lors de leur réponse à la présente consultation, leurs réserves dans une note annexe, en exposer explicitement les motifs et proposer, en variante chiffrée, le matériel ou les caractéristiques qu'il préconise.

Si le PRESTATAIRE n'a pas cru devoir formuler des réserves lors de la soumission, il sera alors considéré comme pleinement d'accord sur la consistance du présent contrat et acceptera par le fait même toutes les conséquences de cet acquiescement.

b. Etudes et Phase VISA

Les plans et études fournis par le PRESTATAIRE comprendront toutes les indications nécessaires à la vérification des ouvrages à réaliser (notes de calcul en particulier).

Ces plans devront en outre être complétés par tous les renseignements nécessaires à la construction ou à l'aménagement des ouvrages.

En cas de modifications de la gaine, des baies palières ou de la machinerie, le PRESTATAIRE assurera les différentes études de structure complémentaires.

Les études devront être remises dans un délai de 4 semaines à compter de la signature du présent marché.

Avant tout démarrage des travaux, l'entrepreneur devra avoir obtenu l'accord du représentant du Maître d'Ouvrage (AMO ou Maître d'œuvre et de l'organisme de contrôle le cas échéant) sur les plans d'installations et d'exécution de ses ouvrages, si un représentant a été désigné.

c. Mise en œuvre du matériel

La mise en œuvre devra être faite avec le plus grand soin, tant pour assurer une réalisation correcte, que pour éviter toute détérioration des ouvrages.

d. Visites et investigations

Le PRESTATAIRE ne s'oppose pas aux visites, investigations et prélèvements que le représentant du Maître d'Ouvrage estime nécessaire de faire ou de faire réaliser pour s'assurer que les fournitures et les travaux sont conformes aux dispositions du contrat ou auxquels le contrôleur technique estime nécessaire de devoir procéder dans l'exercice de sa mission.

Le PRESTATAIRE apportera une réponse aux différentes demandes documentaires sous 7 j à compter de la réception de la demande.

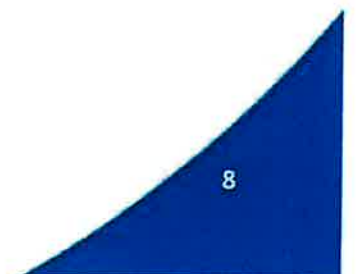
e. Suivi chantier

Le PRESTATAIRE est tenu d'assister aux réunions de chantier, provoquées par le Maître d'Ouvrage ou son représentant, pendant toute la durée de l'opération.

Le PRESTATAIRE délègue un responsable qualifié avec le pouvoir de décision. Chaque réunion fait l'objet d'un compte-rendu réalisé par le représentant du Maître d'Ouvrage, avec une diffusion aux différents intervenants, dans le but de :

- Formaliser l'avancement des travaux et vérifier la conformité des travaux conformément aux prescriptions du présent marché.
- Mesurer les risques de dépassement des délais, et d'apporter les remèdes correctifs afin de réduire les dépassements.
- Vérifier si les mesures de sécurité et les procédures inhérentes aux travaux en milieu occupé sont bien respectées.
- Expliciter les décisions prises auprès des occupants des établissements.

Si le compte-rendu ne fait pas l'objet de contestations sous 5 jours à compter de sa diffusion, les remarques, les observations ou les dispositions consignées sont contractuelles et acceptées.





f. Propreté du chantier

Le PRESTATAIRE du présent contrat prend à sa charge le nettoyage des ouvrages à réaliser au titre dudit projet et la gestion des déchets du chantier.

Les parties à nettoyer visent les revêtements de sol de la cabine, les portes palières, les cabines d'ascenseurs, le local de la machinerie, la gaine...

Les sols, tapis, hall d'entrée et escaliers sont à maintenir quotidiennement en bon état de propreté.

Le nettoyage des ouvrages est effectué chaque jour de travail durant la période d'exécution et les gravois, déchets et emballages divers sont évacués du chantier de façon continue.

g. Sécurité sur le chantier – Hygiène et sécurité

La sécurité des intervenants et des usagers est particulièrement encadrée.

Le Maître d'Ouvrage (ou son représentant) aura toute autorité pour faire appliquer les mesures de sécurité préventive tout au long du chantier. Le PRESTATAIRE s'y conforme sans délai.

Tous les représentants sont équipés d'Equipements de Protection Individuelle (EPI) adaptés au chantier.

Chaque fois que cela est possible, les Equipements de Protection Collective sont privilégiés et posés en début de chantier.

Si lors des visites de chantier, une situation dangereuse est détectée, le chantier est immédiatement arrêté et ne reprend qu'à la correction du danger et sa validation par le Maître d'Ouvrage ou son représentant. Tous les frais supplémentaires ainsi occasionnés sont à la charge exclusive du PRESTATAIRE.

Le PRESTATAIRE respecte tous les règlements en vigueur. Il appartient au PRESTATAIRE de faire appliquer à son personnel et à tous ses sous-traitants les consignes de sécurité et les fiches de contrôle qu'il juge utile de mettre en œuvre. Toutes les consignes du guide de préconisation de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction en période d'épidémie de coronavirus Sars-Cov-2 doivent s'appliquer.

Tous les appareils de levage utilisés sur le chantier ont une fiche de vérification à jour. Une copie des fiches est adressée au Maître d'Ouvrage ou son représentant avant toute utilisation.

En cas de manquement du PRESTATAIRE ou son sous-traitant aux consignes de sécurité, et sans avertissement préalable, le Maître d'Ouvrage peut résilier de plein droit le marché du PRESTATAIRE sans qu'aucun préjudice ne puisse être réclamé au Maître d'Ouvrage.

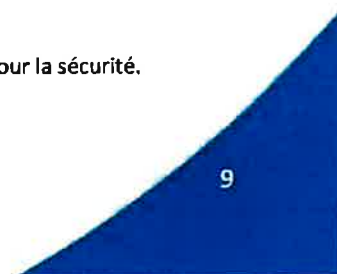
Le travail les samedi, dimanche, et jours fériés est strictement interdit, sauf accord spécifique du Maître d'Ouvrage et sous réserve d'un « travail à deux » systématique et de l'assurance du respect de l'ensemble des consignes de sécurité.

Tout le personnel affecté à la réalisation des travaux est en possession d'une habilitation électrique selon le décret n°88-1056 du 14 novembre 1988 et avoir reçu une information sur le travail en hauteur selon le décret n°2004-924 du 1^{er} septembre 2004.

h. Dossier conforme à l'exécution

Après achèvement de chaque ascenseur, l'entrepreneur est tenu de fournir sous un délai de 15 jours, en trois exemplaires (1 version numérique pour le Maître d'Ouvrage, 1 version imprimée en machinerie, 1 version numérique pour le Maître d'œuvre), un dossier technique comportant :

- Les consignes et instructions utiles pour la conduite et l'entretien des appareils et particulièrement pour la sécurité.





- Les notices de réglage et de maintenance des cartes électroniques, abréviations, menus, codes de défaut, programmation des paramètres.
- Les notices de réglages et de maintenance des outils de programmation.
- Les notices de réglages et de maintenance des opérateurs portes cabines.
- Les lexiques des désignations de schémas, notices de réglage.

Tout document que le Maître d'œuvre juge utile.

III. Réglementation en vigueur

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date de remise de l'offre, notamment l'ensemble des réglementations (lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, etc...) nationales ou locales applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché.

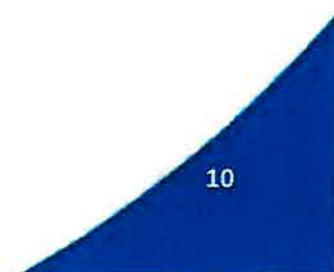
Le PRESTATAIRE ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et d'une manière générale, de tout texte et toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

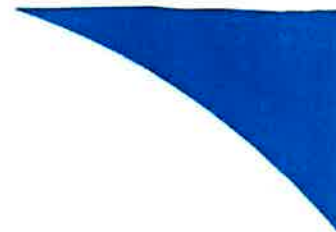
Le PRESTATAIRE est réputé connaître l'ensemble des documentations techniques et prescriptions des fabricants des matériels objets du marché.

Par ailleurs, le PRESTATAIRE est tenu de signaler toute non-conformité à la réglementation en vigueur des matériels ou équipements objet du marché.

Normes générales et amendements

- ☑ EN 81-20 : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs – Ascenseurs pour le transport de personnes et d'objets - Partie 20 : Ascenseurs et ascenseurs de charge.
- ☑ EN 81-50 : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs – Examens et essais - Partie 50 : Règles de conception, calculs, examens et essais des composants pour ascenseurs.
- ☑ EN 81-58 : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs – Examen et essais – Partie 58 : Essais de résistance au feu des portes palières.
- ☑ EN 81-28 : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs – Ascenseurs pour le transport de personnes et d'objets - Partie 28 : Téléalarme pour ascenseurs et ascenseurs de charges.
- ☑ EN 81-70 : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs – Applications particulières pour les ascenseurs et ascenseurs de charge – Partie 70 : Accessibilité aux ascenseurs pour toutes les personnes y compris les personnes avec handicap.
- ☑ NF EN 12385 : Câbles en acier – Sécurité – Partie 3 : Information pour l'utilisation et la maintenance.
- ☑ NF EN ISO 14122 : Sécurité des machines – Partie 4 : Echelles fixes.
- ☑ NF E85-016 : Eléments d'installations industrielles – Moyens d'accès permanent – Echelles fixes.
- ☑ NF EN 13411 : Terminaisons pour câbles en acier – Sécurité :





- Partie 5 : serre-câbles à étrier en U ;
- Partie 6 : boîte à coin asymétrique ;
- Partie 7 : boîte à coin symétrique ;
- ☑ NF EN 13857 : Sécurité des machines – Distances de sécurité empêchant les membres supérieurs et inférieurs d'atteindre les zones dangereuses.
- ☑ NF EN 60204-1 : Sécurité des machines – Equipement électrique des machines.
- ☑ NF C 15-100 : Installations électriques à basse tension.

Normes spécifiques et amendements

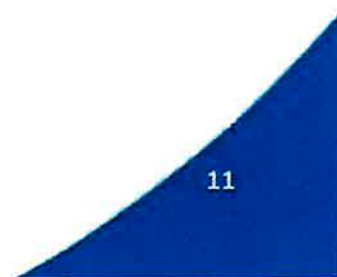
- ☑ EN 81-71 : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs – Applications particulières pour les ascenseurs et les ascenseurs de charge - Partie 71 : Ascenseurs résistant aux actes de vandalisme.
- ☑ EN 81-72 : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs – Applications particulières pour les ascenseurs et les ascenseurs de charge - Partie 72 : Ascenseurs pompiers.
- ☑ EN 81-73 : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs – Applications particulières pour les ascenseurs et les ascenseurs de charge - Partie 73 : Fonctionnement des ascenseurs en cas d'incendie.
- ☑ EN 81-77 : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs – Applications particulières pour les ascenseurs et les ascenseurs de charge - Partie 71 : Ascenseurs soumis à des conditions sismiques.
- ☑ EN 81-21 : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs – Applications particulières pour les ascenseurs et les ascenseurs de charge - Partie 21 : Ascenseurs et ascenseurs de charges neufs dans les bâtiments existants.
- ☑ NF P82-207 : Dispositif d'appel prioritaire pour les sapeurs-pompiers.

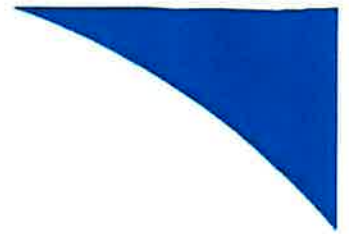
Réglementation générale applicable

- ☑ Décret n°2016-550 du 3 mai 2016 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs et des composants de sécurité pour ascenseurs.
- ☑ Décret n°2008-1325 du 15 décembre 2008 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs, monte-charges et équipements assimilés sur les lieux de travail et à la sécurité des travailleurs intervenants sur ces équipements.
- ☑ Circulaire DGT n°2011-02 du 21 janvier 2011 concernant la mise en œuvre du décret n°2008-1325 du 15 décembre 2008 relatif à la sécurité des ascenseurs, monte-charges et équipements assimilés sur les lieux de travail ainsi qu'à la sécurité des travailleurs intervenant sur ces équipements.
- ☑ Décret n°2004-924 du 1^{er} septembre 2004 relatif à l'utilisation des équipements de travail mis à disposition pour des travaux temporaires en hauteur et modifiant le code du travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat) et le décret n°65-48 du 8 janvier 1965.
- ☑ Circulaire DRT 2005-08 du 27 juin 2005 relative à la mise en œuvre du décret du 1^{er} septembre 2004 et de l'arrêté du 21 décembre 2004.
- ☑ Arrêté du 28 octobre 1994 relatif aux modalités d'application de la réglementation acoustique.

Réglementation spécifique applicable

> Incendie (ERP, Habitation, IGH)





- ☒ Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- ☒ Arrêté du 31 janvier 1986 modifié relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation.
- ☒ Arrêté du 30 décembre 2011 portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique.

> Accessibilité (Habitation, ERP, ERT)

- ☒ Décret n°2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation.
- ☒ Décret n°2009-1272 du 21 octobre 2009 relatif à l'accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés.
- ☒ Arrêté du 24 décembre 2015 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction.
- ☒ Arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction.
- ☒ Arrêté du 4 octobre 2010 relatif à l'accessibilité des personnes handicapées dans les établissements pénitentiaires lors de leur construction.

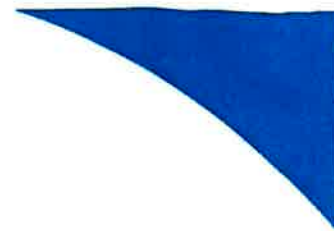
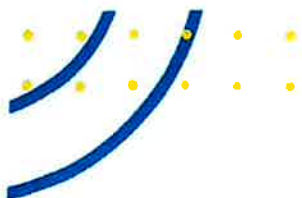
> Sismique

- ☒ Décret n°2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique.
- ☒ Décret n°2010-1255 du 22 octobre 2010 relatif portant délimitation des zones de sismicités du territoire français.

Directives européennes applicables et transpositions en droit Français

- ☒ Ascenseur : 2014/33/UE du 26 février 2014 transposée par décret n°2016-550 du 3 mai 2016.
- ☒ Machines : 2006/42/CE du 17 mai 2006 transposée par décret n°2008-1156 du 7 novembre 2008.
- ☒ Basse tension : 2014/35/UE du 26 février 2014 transposée par décret n°2015-1083 du 27 août 2015.
- ☒ Compatibilité électromagnétique : 2014/30/UE du 26 février 2014 transposée par Décret n°2015-1084 du 27 août 2015.
- ☒ Produits de construction : Règlement UE n° 305/2011 du 11 mars 2011 transposé par décret n°2012-1489 du 27 décembre 2012.





IV. ANNEXE 1 – LISTE DES ETABLISSEMENTS



V. ANNEXE 2 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

SOCOTEC SMART SOLUTIONS - ASCAUDIT

**SIEGE SOCIAL :
Bâtiment ENERGY 3
155 rue du Docteur Bauer
93400 SAINT OZEN
WWW.SOCOTECSMARTSOLUTIONS.FR**



